



141^e Assemblée de l'UIP

Belgrade (Serbie) 13-17 octobre 2019



M. Lakhdar Brahimi, membre de l'organisation The Elders

Renforcement du droit international : rôles et mécanismes parlementaires, et contribution de la coopération régionale

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les parlementaires, Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très reconnaissant à l'UIP d'avoir pris l'initiative de m'inviter à cet événement majeur, et je vous remercie pour votre accueil chaleureux. C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant un aussi éminent auditoire, et un véritable plaisir de revenir enfin à Belgrade, cette ville magnifique et pleine d'histoire.

Je suis ici en tant que membre de The Elders, un groupe d'anciens dirigeants et personnalités du monde entier rassemblés à l'initiative de Nelson Mandela en 2007. Nous œuvrons pour la justice, les droits de l'homme, la paix internationale et la coopération.

Il va de soi que je m'exprime ici en mon nom propre et non pour le compte de The Elders ou d'un quelconque parti.

La ville de Belgrade me rappelle d'emblée, en tant qu'ancien membre du mouvement de libération de mon pays et diplomate algérien à l'ONU, le premier Sommet des non-alignés, qui s'est également tenu ici en septembre 1961. Belgrade et ce Sommet sont aussi associés dans ma mémoire à une autre ville et une autre conférence, à savoir la Conférence afro-asiatique qui s'est tenue en avril 1955 à Bandung, en Indonésie.

Il est vrai que je suis empreint d'une certaine nostalgie, mais on ne peut nier que ces deux conférences ont été capitales en leur temps et qu'elles ont eu un retentissement durable dans le monde. Je suis convaincu que le message qu'elles ont véhiculé est toujours d'actualité. Nous aurions certainement intérêt à revenir sur les déclarations finales de ces deux conférences afin de réexaminer les principes de la coexistence pacifique et les appels au désarmement nucléaire, à la coopération internationale et à une adhésion plus forte aux Nations Unies et à leur Charte.

Madame la Présidente,

La 141^e Assemblée de l'UIP a lieu 30 ans après la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide. Je me rappelle ces années comme une époque marquée par une vague d'optimisme et par de grandes attentes. Le monde était convaincu que les Nations Unies pourraient enfin s'acquitter des engagements pris dans leur Charte et que tous les problèmes existants seraient résolus. Le fait est que certains de ces objectifs ont bel et bien été atteints. Par exemple, les troupes cubaines et sud-africaines ont accepté de se retirer de l'Angola, ce qui a permis au pays voisin, la Namibie, de gagner son indépendance ; la guerre civile qui a ravagé le Liban pendant 15 longues années a pris fin ; Nelson Mandela est sorti de prison et s'est engagé, aux côtés de F.W. De Klerk, dans le démantèlement du système d'apartheid en vue d'édifier une nouvelle République sud-africaine qui serait démocratique et non raciale ; et enfin, les terres du Cambodge ont cessé d'être transformées en champs de la mort, dont le souvenir cauchemardesque est encore bien présent dans nos mémoires.

Cet optimisme était contagieux et a continué d'être source d'inspiration. À New York, le premier Secrétaire général de l'ONU issu de l'Afrique et du monde arabe, Boutros Ghali, a présenté ses Agendas pour la paix et pour le développement et a organisé cinq Sommets, tout d'abord le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, qui a été suivi de la Conférence sur la population et le développement au Caire, de la Conférence mondiale sur les femmes à Beijing, du Sommet mondial pour le développement social à Copenhague et la Conférence Habitat à Istanbul.

Cela dit, les peuples de Serbie et d'autres régions de l'ex-Yougoslavie sont les mieux placés pour savoir que le lendemain de la guerre froide a également été le théâtre de lourds conflits et de changements fondamentaux.

L'histoire s'accélérait : quelques années seulement après que le Président Bush eut évoqué l'avènement d'un nouvel ordre mondial, les horreurs commises au Rwanda et à Srebrenica, mais aussi les injustices durables comme celle qu'a vécu le peuple de Palestine, ont mis en évidence que les peuples ne goûtaient pas encore tous à la paix mondiale.

Le nouvel ordre mondial solennellement proclamé par Bush père à l'ONU était en réalité le fait de la seule superpuissance – une période qui a souvent été désignée aux États-Unis comme le siècle américain.

À la suite des attaques terroristes inhumaines et sans précédent du 9 septembre 2001, le Président W. Bush a considéré que son intervention militaire en Afghanistan ainsi que l'invasion et l'occupation de l'Iraq étaient indispensables pour le rétablissement et le renforcement de la primauté, sinon de la domination, des États-Unis sur le monde. Toutefois, dans les faits, l'invasion de l'Iraq en 2003 s'est avérée être un échec majeur – voire une défaite – à l'égard de presque tous les enjeux pour lesquels les États-Unis se battaient, ainsi que l'amorce de difficultés tenaces pour la prééminence des États-Unis sur le monde.

Aujourd'hui, avec l'essor de la Chine, de la Russie, de l'Inde et d'autres pays du Sud, le siècle américain n'est plus vraiment d'actualité. Ce qui l'est tous les jours, en revanche, c'est la guerre commerciale que se livrent les États-Unis et la Chine. Les médias spéculent en permanence sur la possibilité d'un conflit entre les deux pays et d'une résurgence de la guerre froide.

La crainte d'une résurgence de la guerre froide n'est peut-être pas justifiée. Toutefois, le fait est que nous vivons dans un monde imprévisible et marqué par des tensions préoccupantes.

La planète Terre est aujourd'hui confrontée à deux menaces existentielles, à savoir les changements climatiques et les armes nucléaires. Les dangers liés aux changements climatiques sont désormais dans toutes les bouches, partout dans le monde. Tant mieux ! Toutefois, l'action internationale reste insuffisante, comme l'a rappelé Greta Thunberg en nous sermonnant du haut de ses 16 ans.

La menace nucléaire, quant à elle, n'agite pas autant l'opinion. Bien que le monde n'ait jamais autant frôlé la catastrophe nucléaire depuis l'apogée de la guerre froide, les décideurs, les leaders d'opinion et la société ont sous-estimé la gravité de cette menace. Les parlementaires font-ils tout ce qui est en leur pouvoir ? Feront-ils mieux à l'avenir ?

Mesdames et Messieurs, vous conviendrez sans doute qu'en tant que représentants des peuples, vous êtes à l'avant-garde d'une nouvelle campagne de mobilisation contre la menace nucléaire, à l'instar du grand philosophe Bertrand Russell après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki.

Aujourd'hui, le monde fait face à la menace inquiétante d'une course aux armements nucléaires entre les États-Unis et la Russie, et à ses effets en cascade sur d'autres États nucléaires – déclarés ou non –, ainsi que sur des pays qui pourraient se sentir encouragés à poursuivre leurs propres ambitions nucléaires, voire obligés de le faire.

Imprégnées de méfiance et de confusion, les relations entre les deux principales puissances nucléaires se sont fortement dégradées, et les deux pays en mènent aucun dialogue constructif sur le sujet.

La fin du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire fait naître une grave menace pour la paix et la sécurité en particulier en Europe, mais aussi dans le reste du monde : les chances de maintenir la sécurité et le contrôle des armes en sont fortement amoindries.

Comme The Elders avaient mis en garde au moment où les États-Unis ont décidé de se retirer de ce Traité, cette décision ne constitue qu'un seul élément de l'incertitude déstabilisante qui règne autour de l'avenir du contrôle des armes. Si le Traité New START sur la réduction des armes stratégiques n'est pas prolongé en 2021, il n'y aura plus d'accord sur les armes nucléaires en vigueur entre la Russie et les États-Unis. Ces circonstances sont encore aggravées par les rumeurs selon lesquelles les États-Unis pourraient retirer leur signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et par la décision unilatérale du Président Trump de se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien et ses actions menées sans répit pour compromettre cet accord dans son ensemble.

Toutes les puissances nucléaires – le P5, mais aussi Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord – doivent prendre leurs responsabilités et œuvrer ensemble pour réduire leur arsenal nucléaire. Si rien n'est fait, je ne vois pas comment le régime de non-prolifération peut survivre à long et même à moyen terme.

Il n'est pas vraiment nécessaire de vous rappeler que les parlementaires tiennent les cordons de la bourse, qu'ils exercent une influence majeure sur la société et qu'ils peuvent utiliser ces deux prérogatives à bon escient.

Il y a cinquante ans, la coopération régionale entre l'Amérique latine et les Caraïbes ont permis à la région de devenir une zone exempte d'armes nucléaires.

En Afrique du Sud, le Président Mandela et son prédécesseur F.W. De Klerk n'ont pas perdu du temps à la fin de l'apartheid pour mettre un terme au programme nucléaire du pays, qui était déjà bien avancé. En réalité, l'Afrique a elle aussi déjà établi une zone exempte d'armes nucléaires, et ce même si certains pays africains n'ont pas encore ratifié le Traité du fait qu'ils font partie de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du Nord, où les efforts pour créer une zone dénucléarisée ont été entravés pendant des décennies.

Cela étant, c'est au Moyen-Orient plus que dans toute autre région du monde que doit être établie en urgence une zone exempte d'armes nucléaires. En continuant d'empêcher que cela se produise, Israël risque de provoquer ce qu'il tente précisément d'éviter : il arrivera peut-être un jour où ce pays et ses alliés occidentaux ne pourront plus empêcher d'autres pays du Moyen Orient d'acquiescer des armes nucléaires. Et si cela se produit, qu'advient-il de cette région ?

N'est-ce pas mieux pour Israël, la région et le monde entier si le peuple palestinien peut jouir d'un État propre et si les pays de la région fondent leurs relations non pas sur une destruction mutuelle, mais sur une confiance mutuelle, le respect et un engagement commun en faveur d'une zone dénucléarisée ?

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

À la Conférence de Munich sur la sécurité qui s'est tenue au début de l'année, The Elders ont présenté aux participants plusieurs propositions visant à sensibiliser le public à cette question et à définir des moyens de progresser sur la voie de la non-prolifération et du désarmement

nucléaires. Face à un défi aussi complexe, nous proposons un programme de "minimisation" par étapes, qui tient compte des réalités géopolitiques tout en soulignant l'urgence des mesures à prendre.

Nos propositions se résument en quatre intitulés, que nous appelons les "4 D" :

- 1) Doctrine : chacun des neuf États dotés de l'arme nucléaire doit se déclarer résolu à ne jamais être l'auteur de la première frappe.
- 2) Levée de l'état d'alerte (*de-alerting*) : quelque 2000 armes américaines et russes sont toujours dans un état de haute alerte. La priorité absolue doit être de lever cet état d'alerte pour autant d'armes que possible.
- 3) Déploiement : plus d'un quart de l'arsenal mondial d'armes nucléaires est toujours déployé au niveau opérationnel, ce qui est excessif et menace démesurément la sécurité mondiale. La prolongation du traité New START est la prochaine étape décisive à cet égard, et l'absence de dialogue entre la Russie et les États-Unis en est d'autant plus préoccupante.
- 4) Diminution du nombre de têtes nucléaires : The Elders sont d'avis que le nombre actuel de têtes nucléaires doit être réduit. Estimé aujourd'hui à plus de 14 000, il doit passer à environ 2000, la Russie et les États-Unis devant se limiter à 500 unités chacun. Un tel arsenal est suffisant pour détruire la planète à plusieurs reprises.

Voilà donc nos humbles propositions. Mais il existe de nombreuses autres initiatives louables et plus ambitieuses, qu'un grand nombre d'entre vous connaissent et soutiennent, j'en suis sûr. Il s'agit notamment du Traité sur la non-prolifération et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires – qui ont renforcé les processus juridiques et normatifs en vue de l'élimination complète des armes nucléaires –, de la campagne "Global Zero" et des travaux menés par l'ancien sénateur américain Sam Nunn et ses collègues dans le cadre de l'Initiative relative à la menace nucléaire.

D'autres mesures importantes pour réduire la menace nucléaire consistent à augmenter les dispositifs de sécurité afin de contrôler les matériaux que renferment les réacteurs, à renforcer les capacités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et à conclure le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, qui est à l'étude depuis longtemps.

Le champ d'action est vaste et ouvert aux parlements et à l'UIP. L'engagement et la mobilisation de chacun permettra de promouvoir, de renforcer et d'élargir l'importante architecture des outils de contrôle des armes grâce auxquels une catastrophe nucléaire a pu être évitée ces 70 dernières années.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

Indépendamment de l'avis de chacun sur Greta Thunberg, son message et sa manière de le transmettre, nous ne pouvons ignorer le fait que des enfants font entendre leur voix pour dire que la planète leur appartient et que nous n'avons pas le droit de continuer à mettre leur avenir en danger.

Ils ne comprennent peut-être pas totalement la complexité de la situation et les difficultés que rencontrent les décideurs à tous les niveaux. Il n'en reste pas moins que les protestations bruyantes de ces enfants viennent appuyer le point de vue largement partagé selon lequel la confiance entre gouvernants et gouvernés est brisée.

La double menace des changements climatiques et des armes nucléaires, mais aussi les inégalités économiques, l'injustice sociale, la discrimination et la corruption, sont autant de défis qui seront relevés efficacement seulement si tous les groupes de la société se sentent concernés par la politique et la gouvernance de leurs pays.

Les parlements sont bien placés pour contribuer au rétablissement de cette confiance, au renforcement du droit international et à l'intensification de la coopération multilatérale et régionale.

Pour le temps qu'il nous reste à partager, je vous souhaite des débats riches, stimulants et productifs.

Je vous remercie.